



Autoroute Castres - Toulouse

Fin de la concertation et autoroute au Conseil Régional

28 février 2011

La guerre des fuseaux et des échangeurs est ouverte !

Ce lundi 28 février est un jour particulier !

Il marque la fin de la phase de concertation sur les fuseaux de l'autoroute entre l'Etat, les élus et les habitants des communes concernées, et c'est aussi l'assemblée plénière du Conseil Régional Midi-Pyrénées réunie pour porter un avis sur le SNIT¹ en général et sur le projet autoroutier Castres - Toulouse en particulier.

Avec cette phase de concertation, les élus locaux ont dû se pencher sur leur territoire, traversé, balaféré ou effleuré, c'est selon, par ce qui ressemble clairement à une barrière de bitume tracée au bulldozer, infranchissable et discriminatoire. Alors qu'en Haute-Garonne, l'autoroute continue de faire l'unanimité contre elle (*conseil général 31, communes concernées, association des maires 31, riverains et milieu agricole*), dans le Tarn, la prétendue cohésion des élus en faveur du projet commence à voler en éclat.

La guerre des fuseaux et des échangeurs est ouverte, car chaque élu tarnais commence à se demander ce que va devenir son territoire, ou chaque coin de son territoire. Ici on réclame un échangeur de plus (maire de Castres), en demandant de supprimer celui du voisin (Puylaurens) dans un esprit de solidarité bien particulier, là on réclame l'autoroute mais on ne veut pas du fuseau dans son jardin (Cuq Toulza), et on oublie bien vite le consensus obtenu il y a 3 ans en communauté de communes sur le choix d'un fuseau, et ici on se bat pour avoir un échangeur (Cambon, Cuq Toulza, Villeneuve lès Lavaur).

A bien y regarder, même si elles doivent être dénoncées, toutes ces réactions semblent légitimes, chacun voulant défendre son pré carré. Ce qui l'est moins c'est l'autoroute. Car ce n'est pas le choix d'un fuseau ou l'emplacement d'un échangeur qui pose problème, mais bien le projet lui-même, quand son incohérence est révélée par les discriminations et les bouleversements profonds et inacceptables (car inutiles) qu'il engendrera, et que chacun commence à pressentir.

Ce 28 février est bien marquant, avec une fin de concertation qui met en exergue les sombres travers d'un projet inadapté, et des conseillers régionaux réunis en plénière pour donner leur avis sur celui-ci.

Souhaitons que cet avis soit éclairé. En tout cas, nous serons présents le 28 février à 9h30 devant le Conseil Régional pour leur apporter la lumière.

¹ Schéma National des Infrastructures de Transports